

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

tenait le moyen de financer son réacté Canadair et le reste de son expansion pour l'avenir. Voilà pourquoi Petro-Canada a fait l'acquisition de Fina. Il a cru découvrir le pont d'or. Il a modernisé les stations Fina, y a fait du nettoyage, fait repaver la cour, recouvert la façade de matière plastique et installé de nouvelles enseignes: les gens sont venus acheter de l'essence, et les dirigeants de Petro-Canada ont cru avoir fait l'affaire du siècle, et pouvoir vendre autant d'essence qu'ils voulaient. Ils n'avaient qu'à monter des stations-service, installer des enseignes ornées de la feuille d'érable, et les clients affluaient.

Le problème vient de ce que les spécialistes de la commercialisation appellent «l'attrait du neuf». Imaginez un peu que vous roulez en voiture et que soudain, au coin d'une rue, vous découvrez une nouvelle station service toute neuve, sa cour récemment asphaltée, ses distributeurs automatiques fraîchement peints, ses fenêtres bien propres, c'est-à-dire une station service tout-à-fait le contraire de l'autre, vieille et sale, dont vous avez l'habitude. Vous ne pouvez résister à la tentation d'y faire le plein. Réaction parfaitement normale. Votre voiture n'en fonctionne pas mieux pour autant, mais tout vous semble parfait. Cependant, après un mois ou deux, la nouvelle station service commence à se défraîchir et, la saleté aidant, à ressembler de plus en plus à la station service de votre voisinage; vous cessez donc de fréquenter la station service naguère si pimpante et reprenez le chemin de votre station service habituelle; c'est ainsi que le chiffre d'affaires de la ci-devant nouvelle station service se met à baisser.

Voilà précisément ce qui se produit dans l'Ouest du Canada dans le cas de Petro-Canada. On prétend, bien entendu, que la baisse des ventes est due au ressentiment qu'inspire Ottawa. Mais c'est tout simplement que les stations-service là-bas ne sont plus toutes neuves. C'est tout. Lorsqu'elles étaient flamboyantes, les automobilistes s'y pressaient. Mais elles ne le sont plus. Certaines stations Fina commencent à éprouver les mêmes difficultés. Nous avons donc affaire à un directeur d'entreprise qui a réussi à nous faire croire que la décision serait, dans une certaine mesure, avantageuse sur le plan commercial. En fait, c'est une décision désastreuse, à ce point de vue, car ni le raffinement ni la commercialisation ne rapportent. C'est un fait qu'au début, la société Petro-Canada va s'assurer une part du marché. A propos, quand elle remet en état une station service au coût de \$10,000 ou \$20,000, c'est évidemment en sus des 600 millions de dollars dont nous avons parlé. Lorsque quelques dizaines de millions de dollars auront été dépensés pour rénover toutes ces stations-service, elles y gagneront un petit peu de clientèle bien sûr, mais pas assez pour rembourser les intérêts sur le prêt. C'est nous, les contribuables, qui devons encore une fois délier les cordons de notre bourse pour qu'elles continuent de tourner.

J'ai écouté les arguments de certains députés en faveur de ce pouvoir d'emprunt supplémentaire de 4 milliards de dollars. L'essentiel de leur message aux Canadiens se résume à ceci: «Faites-nous confiance, nous nous occupons de votre avenir; nous sommes sur la bonne voie. Nous gérons bien votre argent». Il faudrait avoir perdu l'esprit pour croire ces bêtises. Ed Clarke n'y croit certainement pas, lui qui est en congé sabbatique à Paris, moyennant \$200,000. Ni ceux qui sont le moins au courant de cet achat par Petro-Canada. Comment mettre un terme au désastre des résultats de l'économie du Canada qui se retrouve lanterne rouge au chapitre de la productivité parmi les 23 pays de l'OCDE et au quatorzième

rang pour le niveau de vie alors que le Canada se classait deuxième il y a deux ans? A la seule condition de faire preuve d'honnêteté, de mesure et d'un peu de discernement dans la façon de dépenser les deniers publics. Si le nouveau ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) s'était donné la peine d'effectuer un simple calcul mathématique, il se serait vite rendu compte qu'il n'était guère judicieux de dépenser 600 millions de dollars rien que pour changer l'enseigne de quelques stations-service. Il aurait mieux valu consacrer cette somme à des travaux de prospection pétrolière qui auraient fait travailler 12,000 Canadiens, rapporté 270 millions au Trésor et permis de produire 12,000 barils de pétrole par jour, nous dispensant ainsi d'en importer d'autres pays. Monsieur l'Orateur, il ne faut pas être un génie pour saisir cela. Tous en face, semble-t-il, restent obnubilés par l'engouement de pouvoir faire afficher la feuille d'érable sur une station-service dans chaque circonscription du pays sans penser qu'il en coûte quelques centaines de millions de dollars aux contribuables. Qui peut avoir une idée de ce qu'une telle somme représente? Qui pourrait dire ce que représente 24 milliards de dollars? L'esprit humain n'arrive pas à s'en faire une idée, et c'est ce qui permet à l'équipe d'en face de nous dépouiller continuellement. Monsieur l'Orateur, j'espère que ceux d'entre eux qui ont un minimum de dignité, le moindre sens des responsabilités se rendront compte de ce qui se passe et se joindront à nous pour mettre un terme à cette situation.

• (2030)

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Merci, monsieur l'Orateur. Ce soir, je prends la parole au nom de mon parti à propos du projet de loi C-128 attribuant un pouvoir d'emprunt de 4 milliards de dollars. Je me souviens de mes six ans. C'était en 1937, pendant l'hiver. Nous étions au plus profond de la dépression en Saskatchewan. Un jour, mon père et un voisin sont partis en traîneau tiré par un attelage de chevaux pour se rendre à un village situé à une quinzaine de milles de chez nous chercher de la paille qu'on distribuait à titre de secours, pour nourrir le bétail affamé. Mon père et le voisin n'avaient pas un sou vaillant, pas une seule pièce de monnaie. Ce voyage n'était pas le premier qu'ils faisaient.

Nos voisins fabriquaient leur beurre et, à chaque voyage, l'homme en apportait une livre au village pour l'échanger au tenancier du restaurant contre deux tasses de café qui valaient alors 5c. chacune. Après avoir chargé la paille, le voisin et mon père se rendaient à ce petit restaurant pour manger le goûter qu'ils s'étaient apporté et boire leur café avant de rentrer. Ce jour-là, il entreprit de se rendre au village en pleine tempête de neige. Avec sa livre de beurre, il se rendit au restaurant pour procéder à leur troc. Le propriétaire de l'endroit leur répondit que le beurre ne valait que 5c. ce jour-là. Alors le voisin jeta son beurre dans la neige puisqu'il ne lui permettait pas d'acheter deux cafés. Mon père m'a raconté cette histoire bien des fois, et je me souviens du jour de l'incident.

Mon père avait une grande phobie dans la vie, et c'était celle de l'endettement. Il est décédé maintenant, que Dieu ait son âme, mais s'il savait que je traite ce soir d'un projet de loi qui endettera notre pays de 4 milliards de plus, il se retournerait dans sa tombe, bien content d'être mort.

Si je raconte cette histoire, c'est pour montrer que les temps ont changé. J'estime qu'il n'est plus possible aujourd'hui de